



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 14 – 14 avril 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le « champion britannique pour l'éolien en mer » remet son rapport au gouvernement

Climat & Energie

- Plusieurs entreprises basées dans le nord de l'Angleterre demandent l'aide du gouvernement pour atteindre la neutralité carbone
- Le R-U ne serait pas sur la bonne voie pour réduire ses émissions de méthane selon le think tank *Green Alliance*

Environnement

- Le gouvernement publie un nouveau plan d'action sur l'eau
- Le Trésor britannique souhaite exonérer d'impôts sur les successions les propriétés agricoles engagées dans la protection de l'environnement

Industrie

- Les immatriculations de voitures neuves poursuivent leur hausse en mars
- Les entreprises s'inquiètent de la disparition future des *Local Enterprise Partnerships* (LEP)
- Le nombre de demandes de permis de construire en Angleterre atteint son plus bas niveau depuis 2006

Transports

- Le *Trade Union Congress* (TUC) exhorte le gouvernement à augmenter ses investissements dans les transports publics anglais et gallois
- L'Ecosse bénéficie de subventions pour développer le transport vert et la connectivité

Fait marquant

Le « champion britannique pour l'éolien en mer » remet son rapport au gouvernement

Nommé en mai 2022 par le gouvernement, le champion britannique de l'éolien en mer, Tim Pick, avocat de profession, a remis le 5 avril 2023 [son rapport au gouvernement britannique](#). Sa principale recommandation est d'accélérer la modernisation et l'extension du réseau électrique britannique, qui représente aujourd'hui le principal obstacle à la mise en service de nouvelles éoliennes. Il estime qu'un retard d'un an dans la mise en service d'un parc éolien d'1 GW générerait 1,5 MtCO₂e, en faisant l'hypothèse que celui-ci se substituerait à une centrale à gaz à cycle combiné. S'il ne recommande pas la création d'un régulateur spécifique dédié au secteur éolien, il propose de mettre à jour le mandat de l'*Ofgem* afin de l'aligner sur les objectifs de décarbonation du secteur électrique d'ici 2035 et de neutralité carbone d'ici 2050. Enfin, il considère que le Royaume-Uni devrait tirer le meilleur profit de la prime au premier entrant sur le marché de l'éolien flottant et investir dans la sécurisation de sa chaîne d'approvisionnement.

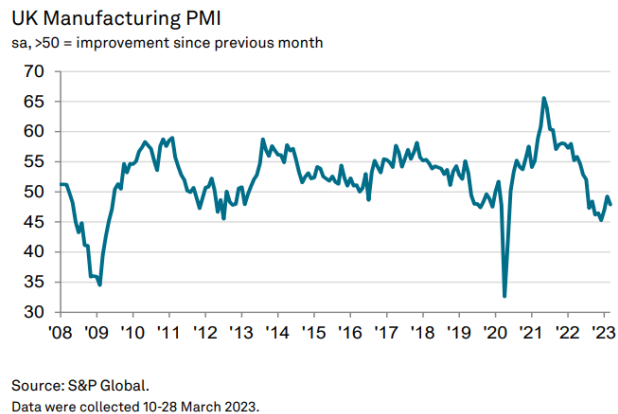
Le chiffre de la semaine

2 748

Hammersmith & Fulham, l'arrondissement (*borough*) de l'agglomération de Londres le mieux équipé en [bornes de recharge publiques](#), dispose de 2 748 bornes de plus que celui Bexley, l'arrondissement du Grand Londres le moins bien équipé, selon les données rassemblées par la BBC. Un tiers des bornes de recharge publiques britanniques se situe dans la capitale britannique, principalement dans la zone à très faibles émissions (ULEZ). A l'inverse, 9 des 10 arrondissements périphériques (*Outer London*) sont parmi les plus faiblement équipés, malgré une dépendance plus forte à la voiture. Selon le dernier recensement, 69 % des ménages habitant dans l'*Outer London* ont accès ou possèdent au moins une voiture ou un véhicule utilitaire contre 42 % de ceux habitant dans les arrondissements centraux. Or, ces arrondissements seront soumis à partir du mois d'août à l'ULEZ, ce qui risque de faire augmenter la demande pour les voitures électriques, exemptés du péage quotidien de 12,5 £ imposé aux véhicules les plus polluants. Si les habitants de l'*Outer London* disposent plus souvent de bornes de recharge résidentielles compte tenu de l'étalement urbain, leur coût représente encore un frein et certains *boroughs* mettent en œuvre des plans ambitieux d'installation des bornes publiques. Lors de la dernière phase du *Local Electric Vehicle Infrastructure fund*, le gouvernement a d'ailleurs octroyé [35,7 M£](#) à la capitale pour accélérer le déploiement de ces bornes.



Le graphique de la semaine



L'indice [PMI](#) (*Purchasing Managers' Index*) dans l'industrie manufacturière britannique était de 47,9 en mars, après qu'il a atteint son plus haut niveau depuis sept mois en février (49,3). L'indice est resté sous la barre neutre des 50 pendant huit mois consécutifs. La demande domestique a légèrement augmenté mais cette hausse n'a pas permis de compenser le fort recul des commandes à l'export. La hausse du prix des intrants a ralenti, marquant la plus faible augmentation depuis juin 2020. Les entreprises manufacturières ont procédé à des suppressions d'emplois pour le sixième mois consécutif, même si les petites entreprises se distinguent et ont procédé à des embauches nettes. Malgré le recul de l'activité manufacturière en mars, 60 % des producteurs interrogés s'attendent à une hausse de la production dans les douze prochains mois, soit le pourcentage le plus élevé depuis février 2022.

Climat & Energie

Flash – Le cabinet de conseil spécialisé [Cornwall Insight](#) prévoit que le plafond des factures d'énergie (*price cap*) s'élèvera à 2 024 £ au T3 2023 et 2 076 £ au T4 2023 pour un ménage moyen de référence. A compter du 1^{er} juillet, les ménages britanniques ne devraient ainsi plus bénéficier du bouclier tarifaire (*Energy Price Guarantee*) mis en place par le gouvernement, dont le seuil de déclenchement sera réhaussé à 3 000 £ à partir de cette date.

Flash – Selon le cabinet [EY](#), alors que près de 80 % des entreprises membres de l'indice *FTSE 100* ont publié un plan d'action pour atteindre la neutralité carbone en 2050, seulement 5 % de ces plans sont jugés crédibles ou suffisamment détaillés au regard des directives proposées par la *Transition Plan Taskforce* nommée par le gouvernement britannique. La publication de ces plans devrait être rendue obligatoire au cours de l'année 2023.

Flash – L'entreprise écossaise *SSE* a installé « l'éolienne la plus profonde du monde » au large des côtes écossaises. Il s'agit de la 112^{ème} turbine installée dans le cadre de la ferme éolienne *Seagreen*, construite en un partenariat avec *Total*, dont les 114 éoliennes permettront d'alimenter en électricité 1,6 M de foyers.

Plusieurs entreprises basées dans le nord de l'Angleterre demandent l'aide du gouvernement pour atteindre la neutralité carbone

Ces entreprises, qui incluent notamment *Siemens*, *Drax*, l'aéroport de Manchester, la fédération professionnelle *Confederation of British Industry* (CBI) et les 11 partenariats locaux entre entreprises et autorités locales (LEP) ont écrit au Premier ministre ainsi qu'aux ministres des Finances et de l'Energie pour les appeler à investir pour soutenir la [croissance verte](#) dans le nord de l'Angleterre. Les signataires demandent à les rencontrer pour discuter des investissements qui permettraient de mettre fin aux « *inégalités régionales en créant de centaines de milliers d'emplois très qualifiés et en établissant des communautés en bonne santé et résilientes* ». Un rapport réalisé l'année dernière par les LEP en partenariat avec *Nature North*, *Transport for the North* et le groupe de recherche *N8* avait estimé que les investissements verts dans la région pourraient générer 6 Md£ de valeur ajoutée. Le rapport identifiait plusieurs secteurs prioritaires comme l'éolien maritime en mer du Nord, des projets de plantation d'arbres ou de restauration des tourbières.

Le R-U ne serait pas sur la bonne voie pour réduire ses émissions de méthane selon le think tank *Green Alliance*

Le R-U avait signé en 2021 un engagement mondial visant à réduire les émissions de [méthane](#) des Etats signataires de 30 % d'ici 2030. Selon l'analyse de *Green Alliance*, au vu des politiques publiques en place au R-U, ces émissions ne seraient réduites que de 14 % en 2030 par rapport à leur niveau de 2020. Le gouvernement a écarté l'une des mesures qui permettrait de réduire de manière significative les émissions de méthane en autorisant les plateformes pétrolières et gazières à continuer de rejeter leurs déchets gazeux jusqu'en 2030. Chris Skidmore, qui a mené la revue de la stratégie *Net Zero*, et plusieurs commissions parlementaires traitant des enjeux climatiques, avaient recommandé d'interdire cette pratique dès 2025. *Green Alliance* suggère plusieurs mesures pour permettre au R-U de respecter ses engagements nationaux et internationaux : interdire aux plateformes pétrolières et gazières de rejeter leurs déchets méthaniers, obliger les décharges à capturer le méthane à un taux plus élevé que celui qui s'échappe actuellement de ces sites, réparer plus rapidement les conduites de gaz afin de réduire les fuites et encourager l'adoption plus rapide d'aliments pour bétail qui réduisent les émissions de méthane.

Environnement

Flash – Selon un sondage de l'ONG [Scottish Rewilding Alliance](#), 74 % des Ecossais souhaiteraient que les parcs nationaux écossais soient plus « sauvages », une mesure préconisée par l'agence gouvernementale *NatureScot* dans ses recommandations de février 2023. Le gouvernement écossais consulte actuellement sur la création d'un 3^{ème} parc national.

Flash – La *High Court* a accepté de mener une « *judicial review* » pour deux des cinq motifs de l'assignation en justice du maire de Londres par cinq arrondissements, qui contestent l'extension de l'[ULEZ](#). Les deux motifs retenus sont le non-respect par la mairie londonienne des procédures

légales et le refus de considérer l'inclusion des non-résidents dans les aides de la mairie visant à remplacer les véhicules les plus polluants.

Le gouvernement publie un nouveau plan d'action sur l'eau

La ministre chargée de l'environnement, Therese Coffey, a présenté mardi 4 avril un nouveau [plan d'action pour l'eau](#) en promettant de faire payer les pollueurs pour le nettoyage des rivières. Ce plan prévoit en effet un dé plafonnement des amendes pour déversement illégal, qui seront attribuées par le juge civil, alors qu'elles sont aujourd'hui limitées à 250 000 £ et attribuées par le juge pénal. Le produit de ces amendes sera affecté à un Fond pour la restauration des eaux qui soutiendra des projets locaux. Le plan prévoit également un programme d'investissement d'1,6 Md£ au cours des deux prochaines années, financé par une hausse des factures des consommateurs à partir de 2025. Les pouvoirs des régulateurs seront renforcés : l'*Environment Agency* disposera de plus de moyens humains et d'objectifs renforcés pour inspecter les ouvrages de traitement des eaux usées, tandis que l'*Ofwat* pourra conditionner le versement des primes de fin d'années des dirigeants à l'atteinte d'objectifs environnementaux. Par ailleurs, les lingettes humides à usage unique seront interdites. Enfin, des mesures sont prévues pour réduire la demande, comme l'accélération du déploiement de compteurs communicants ou l'obligation d'installer des robinetteries économes dans les logements neufs. Si le plan d'investissement a été salué par *Water UK*, plusieurs militants considèrent que les annonces du gouvernement ne régleront pas le problème de la pollution des eaux, qui provient principalement des rejets d'eaux usées légaux en cas d'événements météorologiques extrêmes ou de circonstances exceptionnelles. Pour mémoire, plus de 300 000 rejets d'eaux usées ont été enregistrés au cours de l'année 2022 d'après le ministère de l'environnement.

Le Trésor britannique souhaite exonérer d'impôts sur les successions les propriétés agricoles engagées dans la protection de l'environnement

Dans le cadre de sa stratégie *Net Zero*, le gouvernement souhaite que 75 % des agriculteurs britanniques aient adoptés d'ici 2030 des pratiques bas-carbone. Comme annoncé dans le budget présenté le 15 mars 2023, le Trésor britannique a lancé une [consultation](#) pour étendre aux propriétés soutenues par les aides gouvernementales (*environmental land-management schemes*) l'exonération d'impôt sur les successions actuellement en vigueur pour les propriétés agricoles cultivées ou utilisées comme pâturage. Néanmoins, selon Sir Robert Goodwill, le président de la commission pour l'environnement, l'agriculture et les affaires rurales de la Chambre des communes, l'objectif de restauration de la nature ne doit pas prévaloir sur la production de nourriture.

Industrie

Flash – Le gouvernement a mis à jour sa législation encadrant les marchés publics (*public procurement notice*, PPN) pour l'[acier](#). Les projets recevant des financements publics devront désormais préciser l'origine de l'acier brut utilisé, une mesure destinée à soutenir les achats d'aciers produits au R-U et réduire les approvisionnements en acier depuis des pays comme la Chine.

Les immatriculations de voitures neuves poursuivent leur hausse en mars

Selon les dernières données de la fédération britannique des constructeurs automobiles (SMMT), les immatriculations de [voitures neuves](#) ont augmenté de 18,2 % en mars en glissement annuel, soit le huitième mois de hausse consécutif. Les numérotations des plaques d'immatriculations changent deux fois par an au R-U, en mars et septembre, ce qui se traduit généralement par une hausse des immatriculations. Les immatriculations au T1 2023 demeurent cependant inférieures de 29,5 % par rapport au T1 2019. Les voitures à essence continuent de représenter la majorité des ventes (41,4 % des parts de marché en mars 2023, 42 % en mars 2022). La part des voitures hybrides rechargeables (6,2 % et 6,6%) et électriques demeure stable (16,2 % et 16,1 %). Les immatriculations de véhicules à usage [commercial](#) ont augmenté en mars pour le troisième mois consécutif, de 17,2 % en glissement annuel. Les immatriculations de ce type de véhicules au T1 2023 demeurent toutefois inférieures de 15,1 % à celles du T1 2019.

Les entreprises s'inquiètent de la disparition future des *Local Enterprise Partnerships* (LEP)

Créés en 2010, les [LEP](#) sont des organismes indépendants destinés à stimuler la croissance économique locale. Au nombre de 38, ils rassemblent plus de 2 000 dirigeants d'entreprise, 250 dirigeants d'université et 200 élus locaux. Le gouvernement a annoncé leur suppression d'ici avril 2024 dans le cadre du *levelling up*. Leurs compétences devraient être transférées aux élus locaux, qui disposeront de compétences économiques accrues, et à de nouveaux organismes dont les attributions devraient être précisées cette année. Les entreprises estiment cependant que cette mesure pénalise les entreprises locales, les LEP exerçant plusieurs fonctions qui justifient l'existence d'un organisme dédié, comme l'accompagnement des entreprises pour obtenir des subventions publiques ou la coordination des différents acteurs économiques et politiques lorsque les LEP sont situés sur un territoire comportant plusieurs collectivités locales. Le secteur privé craint également de perdre l'un des forums lui permettant d'échanger avec les responsables politiques.

Le nombre de demandes de permis de construire en Angleterre atteint son plus bas niveau depuis 2006

Selon les [données](#) les plus récentes du ministère du Logement, les autorités locales anglaises ont reçu 409 500 demandes de permis de construire ou pour des travaux de rénovation en 2022. Il s'agit d'une baisse de 14 % par rapport à 2021 et le chiffre le plus bas observé depuis 2006 et le début de cette série statistique. Selon les experts du secteur de la construction cette baisse s'explique par les incertitudes entourant la politique du [logement](#) britannique, phénomène qui s'est accentué avec les changements de gouvernement l'année dernière. Pour mémoire, face notamment à l'opposition de plusieurs députés conservateurs, le gouvernement a supprimé en décembre 2022 l'obligation pour les autorités locales anglaises de faire construire au moins 300 000 logements neufs par an d'ici 2025. Il s'agissait d'une promesse de campagne du parti conservateur lors des élections de 2019, visant à résoudre le problème de pénurie chronique de logements en Angleterre. La *Home Builders Federation* estime que, fautes de mesures plus contraignantes visant à obliger les autorités locales à déployer des politiques ambitieuses de construction de logements, le nombre de logements neufs construits en Angleterre pourrait passer en-dessous de 120 000 par an, soit son plus bas niveau depuis plus de 80 ans.

🌐 Transports

Flash – Le ministère des Transports (DfT) a publié la [liste](#) des compagnies de bus qui limiteront à 2 £ le prix d'un ticket adulte pour un aller simple. D'une durée initiale de trois mois, ce plafonnement a été prolongé de trois mois supplémentaires fin mars, pour un coût total estimé à [135 M£](#) selon le DfT.

Flash – Le DfT a annoncé la création du [Freight Energy Forum](#) rassemblant des représentants du gouvernement et du fret. Il aura pour objectif d'accompagner le secteur dans sa transition bas carbone d'ici 2050. Le DfT a également publié la [liste](#) des premiers projets ayant bénéficié du *Freight Innovation Fund* lancé en janvier 2023.

Flash – Le gouvernement lance une consultation visant à augmenter temporairement le poids maximal autorisé des [camions-citernes](#) (44 t actuellement). Cette mesure vise à éviter les pénuries de carburants observées dans plusieurs stations-services britanniques à l'automne 2021, qui avaient été en partie attribuées à une pénurie de chauffeurs poids lourds.

Flash – Selon le *FT*, le port de [Douvres](#) envisagerait de limiter le nombre de bus autorisés à emprunter les ferries transmanche en cas d'affluence, afin d'éviter les embouteillages observés début avril. Les compagnies de bus ont critiqué cette possibilité, rappelant que le transport par bus était plus « vert » et moins coûteux que la voiture.

Flash – Dans le cadre de la troisième phase du *Safer Roads Fund*, le gouvernement investit [47,5 M£](#) dans 27 projets de travaux visant à améliorer la sécurité des routes anglaises les plus dangereuses.

Flash – Amy Lamé, nommée « *Night Czar* » à la mairie de Londres en 2016, a indiqué que l'extension des services de [métro de nuit](#) semblait peu probable à court terme au vu de la situation financière dégradée de *Transport for London* (TfL).

Flash – L'aéroport de [London City](#) devient le second aéroport britannique, après celui de Teeside, à généraliser l'utilisation de scanners 3D pour effectuer les contrôles de sécurité. Les passagers pourront désormais emporter jusqu'à 2 litres de liquides en cabine. Cette technologie devra être mise en œuvre par l'ensemble des aéroports britanniques d'ici juin 2024.

Flash – Les gouvernements britannique et nord-irlandais prolongent jusqu'au [31 mars 2024](#) leur subventionnement, en place depuis 2017, du corridor aérien Derry/Londonderry-Londres.

Le *Trade Union Congress* (TUC) exhorte le gouvernement à augmenter ses investissements dans les transports publics anglais et gallois

Dans son [rapport](#), le syndicat rappelle que malgré des objectifs ambitieux en matière de décarbonation des transports - dépendante en partie d'un accroissement du réseau de transports publics - le R-U demeure très dépendant de la voiture. Afin de « *fournir des services de transports publics suffisamment bons pour attirer les passagers supplémentaires nécessaires* »

à l'atteinte des objectifs de décarbonation du secteur, le gouvernement devra donc augmenter ses investissements dans le réseau de transports publics. A noter que l'étude du TUC ne porte que sur l'Angleterre (à l'exception de Londres) et le Pays de Galles, le financement des transports en commun en Irlande du Nord et en Ecosse relevant des compétences dévolues. Selon ses estimations, d'ici 2030 les dépenses de fonctionnement annuelles devraient atteindre 7,5 Md£ pour les bus, 0,5 Md£ pour les trams et 10,9 Md£ pour le ferroviaire. Les dépenses d'investissement annuelles dans le réseau de bus, trams et trains devront atteindre 10 Md£ d'ici 2035. Le rapport estime en outre que l'ensemble des investissements identifiés permettrait de créer plusieurs centaines de milliers d'emplois d'ici 2035 et d'augmenter de plus de 50 Md£/an le PIB en Angleterre (à l'exclusion de Londres) et au Pays de Galles grâce aux « effets d'agglomération de transports publics plus rapides et de meilleure qualité ».

L'Ecosse bénéficie de subventions pour développer le transport vert et la connectivité

Lors de son déplacement en [Ecosse](#) début avril, Richard Holden, sous-secrétaire d'Etat en charge du Transport routier et local a visité le site de la start-up HVS basée à Glasgow, qui développe des camions à hydrogène et autonomes. Ce projet a bénéficié de 16 M£ de financements de la part du gouvernement britannique. La ville de Ravenscraig, au sud-est de Glasgow, et ses alentours, ont reçu 127 M£ co-financés par les gouvernement écossais et britannique et le North Lanarkshire Council, autorité locale sur laquelle est située la commune. Ces subventions sont issues du *Glasgow Region City Deal* doté de plus d'1 Md£ et visant à financer de grands projets d'infrastructure dans la région de Glasgow. Les 127 M£ annoncés serviront à « améliorer la connectivité entre les villes locales, créer des milliers d'emplois et encourager davantage de personnes à marcher et utiliser leur vélo ». Selon les estimations du gouvernement, la mise en œuvre des projets de régénération à Ravenscraig pourrait permettre de créer 4 600 emplois dans le secteur de la construction et contribuer à l'économie locale à hauteur de 626 M£. Le sous-secrétaire d'Etat s'est ensuite rendu au Pays de Galles et en Irlande du Nord afin de souligner les efforts du gouvernement pour améliorer les liaisons de transports entre les nations du R-U.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international